



PRESCRIPTIONS MUNICIPALES RELATIVES A L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE KIOSQUES SAISONNIERS SUR LE RIVAGE LEMANIQUE VEVEYSAN

Art. 1.- But

Les présentes prescriptions ont pour but :

- de fixer le nombre d'installations saisonnières admises sur le secteur comprenant le rond-point Melchers, le quai Perdonnet, la Grande-Place Sud, le Jardin du Rivage, le quai Maria-Belgia, le Jardin Doret et le quai Ernest-Ansermet;
- d'arrêter les conditions d'exploitation de ces commerces saisonniers;
- de fixer les taxes forfaitaires d'occupation du domaine public.

Art. 2.- Bases légales applicables

Loi sur la police du commerce du 18 novembre 1935

- art. 1 Les kiosques sont soumis à la loi mentionnée en qualité de commerce permanent;
- art. 2 Les personnes exploitant un kiosque ont l'obligation de s'inscrire au registre des commerçants de la commune abritant leur commerce;
- art. 4 Les personnes désirant exploiter un commerce permanent ou temporaire de produits alimentaires doivent justifier qu'ils disposent de locaux et de matériel garantissant toutes les mesures d'hygiène;
- art. 20 La personne exploitant un commerce permanent doit indiquer au public, de manière claire et apparente, son nom ou sa raison commerciale.

Loi sur les auberges et débits de boissons du 11 décembre 1984

- art. 1 Au sens de cette loi, un kiosque ne peut être considéré comme un établissement public avec débits de boissons avec ou sans alcool à consommer sur place. Il en est de même pour les produits alimentaires. Seule la vente à l'emporter de ces produits et de boissons sans alcool est possible.

Règlement sur les jours et heures d'ouverture et de fermeture des magasins de la Ville de Vevey du 25 septembre 1981, modifié le 16 décembre 1993, 4 novembre 1999

- art. 8 Sont réputés kiosques les locaux de vente dans lesquels le public n'a pas accès, où le service est fait de l'intérieur à l'extérieur, qui ne comportent aucune communication avec une autre partie de l'immeuble et qui ne sont pas exploités en liaison avec une autre entreprise, sise dans le même bâtiment ou dans un bâtiment adjacent.
- art. 11b) Les kiosques peuvent être ouverts jusqu'à 21h, 23h du 1^{er} mai au 31 octobre.

Art. 3.- Nombre d'installations saisonnières

La Municipalité arrête à huit au maximum les aménagements admis sur le rivage lémanique veveysan. Les emplacements sont les suivants :

- Rond-point Melchers
- Quai Perdonnet, Port de Plaisance
- Quai Perdonnet, Alimentarium
- Quai Perdonnet, débouché sur la Grande-Place
- Grande-Place, partie inférieure
- Jardin du Rivage, débarcadère Vevey-Marché
- Quai Maria-Belgia, à la hauteur du SIGE
- Jardin Doret, en bordure du chemin piétonnier.

Art. 4.- Type d'installations

Il est distingué deux types d'installations, à savoir :

- les kiosques propriété de la commune
 - Quai Perdonnet, Port de Plaisance
 - Quai Perdonnet, au débouché sur la Grande-Place
- les aménagements provisoires autorisés à bien plaire sur le domaine public, propriété des exploitants

Art. 5.- Conditions d'exploitation et d'occupation du domaine public

- Les infrastructures propriété communale font l'objet d'un bail à loyer établi par la Direction des Finances-gérances.
- Les kiosques propriété des exploitants bénéficient d'une autorisation à bien plaire pouvant en tout temps être retirée par la Municipalité, moyennant un préavis de 3 mois.
- Le remplacement de toute infrastructure existante devra au préalable être admis par la Municipalité et soumis pour préavis à la Direction de l'Urbanisme et la Direction de la Sécurité. L'aspect esthétique et le choix des matériaux devront être admis.
- Les exploitants peuvent disposer à proximité immédiate du kiosque (~~3 tables et 12 chaises au maximum~~) un mobilier de terrasse avec 9 places assises, selon LADB du 26 mars 2002. Aucun autre aménagement ou installation ne sera admis (annexes exclues telles que présentoir, automate à boissons, grill, etc). La surface du domaine public mise à disposition sera délimitée par la Direction de la Sécurité, police municipale (balisage au sol). Elle devra être respectée.

Art. 6.- Taxes

- (a) les objets de propriété communale sont soumis à une taxe conforme au bail, la facturation est effectuée par la Direction des Finances-gérances;
- (b) les kiosques exploités à bien plaire sur le domaine public font l'objet d'une taxe annuelle unique de CHF 500.- par aménagement. Cette taxe est facturée par la Direction de la Sécurité, Police municipale.

Art. 7.- Dispositions finales

Les exploitants des kiosques sont tenus de respecter scrupuleusement les bases légales applicables et les présentes prescriptions.

L'inobservation de ces dispositions peut conduire la Municipalité à interdire la poursuite de l'exploitation avec effet immédiat.

Les présentes prescriptions ont été adoptées par la Municipalité dans sa séance du vendredi 17 mars 2000, elles sont immédiatement applicables.

Au nom de la Municipalité
Le Syndic Le Secrétaire municipal

Y. Christen

P.-A. Perrenoud